

Jacques de MAILLARD*La politique de la ville : une institutionnalisation inachevée.
Institutions, réseaux et apprentissages***RESUME DE LA THESE**

Le champ des politiques sociales urbaines a fait l'objet de mutations d'importance lors de ces trente dernières années. La traditionnelle sectorisation de l'action publique a commencé à être le centre de critiques insistantes, en raison des cloisonnements qu'elle induit entre les interventions « urbaines » et « sociales », entre les logiques « préventives » et « répressives ». Parallèlement, le caractère descendant des politiques classiques s'est vu également fortement contesté pour sa non prise en compte des spécificités territoriales, tant du point de vue des problèmes à traiter que des ressources mobilisables. En lien avec les thématiques de la citoyenneté locale et du développement territorial, ont émergé des revendications pour plus d'autonomie dans la conduite des politiques locales. En réponse, de nombreux dispositifs ont été initiés au tournant des années 80 : opérations de développement social des quartiers, opérations anti été-chaud, opérations Banlieues 89, Conseils de prévention de la délinquance. De tels dispositifs, malgré des inflexions différentes, reposent sur quelques principes d'action qui contredisent quelque peu les logiques sectorielles et descendantes évoquées plus haut. A la sectorisation est censée succéder l'approche globale et territorialisée des problèmes. A la centralité de l'Etat doivent se substituer des relations contractuelles entre Etat et collectivités locales. Au service de ces principes, de nouveaux acteurs sont mis en place (chefs de projet, agents de développement local) censés favoriser les mises en relation entre des acteurs aux traditions d'action différentes.

Assiste-t-on à une transformation des logiques de production de l'action publique ?

L'investigation a porté sur deux agglomérations, Bordeaux et Montpellier et s'est appuyée sur trois sources (documents, observation directe et entretiens). Les phénomènes de concurrence, les controverses entre des logiques d'action différentes, les asymétries de pouvoir, ont particulièrement retenu l'attention. Les modes de contractualisation entre autorités institutionnelles ne parviennent que faiblement à réguler les relations dans un univers institutionnel marqué par la centrifugation. La mise en place d'acteurs transversaux et de réunions partenariales ne se traduit pas nécessairement par des coopérations renforcées. La place des acteurs opérationnels (travailleurs sociaux et associations) est instable, marquée par une tension entre fonctionnalisation par les institutions et autonomie.

Cette pluralité d'acteurs participant à la production de l'action publique nous conduit à poser la question de l'apprentissage, dans sa dimension cognitive notamment. Si l'on observe des logiques de socialisation, il n'y a pas là de processus d'inculcation univoque, mais des transactions s'opérant dans plusieurs directions. Autrement dit, l'intériorisation de valeurs, de modèles de conduite et de règles, liés aux modes de socialisation, ne se traduit pas par l'adoption de normes collectives, partagées par tous. De façon significative, les intermédiaires au sein de cette politique opèrent des ajustements entre des mondes séparés, plus qu'ils n'intègrent les différentes perspectives. Cette intégration limitée des projets d'action respectifs nous a conduit à plaider, finalement, pour une perspective néo-pluraliste dans la compréhension des échanges locaux.

CURRICULUM VITAE

Jacques de Maillard

e-mail : jmdemaillard@yahoo.com

Formation

1995-2000 : Doctorat en Science Politique (titre : *La politique de la ville : une institutionnalisation inachevée*), thèse soutenue le 30 juin 2000 à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux.

Jury composé de R. Balme, J.-P. Gaudin, P. Hassenteufel, J. Palard (directeur de thèse), P. Sadran (Président du Jury). Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.

1996 : Maîtrise de Sociologie (Université Bordeaux II).

1995 : DEA de Science Politique, « Gouvernement local et administration locale » (IEP Bordeaux).

1993 : Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux (Section Service public).

Recherches et Publications

Communications (sélection)

Ecoles d'été, rencontres interlaboratoires, journées d'étude

- *Associations et action publique. Entre contractualisation et fonctionnalisation*, Réunion inter-laboratoires CERVL-CERAT, Grenoble, décembre 1999.
- *L'apprentissage en sociologie politique. Perspective heuristique ou mirage conceptuel ?*, Séminaire Recherche du CRAP, Université Rennes 1 et IEP de Rennes, janvier 2001.
- *L'analyse des politiques publiques en questions*, Introduction au 2^{ème} Colloque des doctorants de l'Ecole doctorale de Bordeaux, juin 2001.

Congrès internationaux (avec communication en anglais)

- *Fragile leaderships : Mobilizations and arrangements in urban policies*, Université d'été de Florence « Leadership in European Cities », septembre 1996.
- *Local democracy threatened by governance ?*, 29th ECPR Joint Sessions of Workshops, Grenoble, Workshop 5 : "Governance and Democratic Legitimacy", avril 2001.
- *The role of council working groups in the shaping of european problems and policies* (avec A. Smith et E. Fouilleux), Congrès annuel de l'European Community Studies Association, Madison, mai 2001.

Congrès, Colloques

- *Configuration et action publique. Qu'apporte la pensée de la relation à l'analyse de l'action publique ?*, Congrès de l'Association française de science politique, Rennes, septembre 1999.
- *La représentation multi-niveaux des intérêts : le cas des vins de Bordeaux* (avec Andy Smith), 18^{ème} Congrès de l'Association internationale de science politique, Québec, août 2000.
- *De la difficile consolidation des leaderships. Logiques d'accréditation sociale et fragmentations*, Colloque « Leadership politique et pouvoir territorialisé », Bordeaux, octobre 2000.
- *Management et démocratie : l'action publique face à des exigences contradictoires* (avec Cédric Lefebvre), 4èmes Rencontres Ville-Management (« Démocratie et management local »), Nancy, novembre 2000.
- *Les nouvelles logiques de production de la sécurité urbaine*, Colloque AFSP « L'action publique en matière de sécurité intérieure », Paris, octobre 2001.

Publications (sélections)

Participation à des ouvrages collectifs

- « Pau : "L'alchimie Labarrère" », in J. Petaux (dir.), *Géopolitique du Sud-Ouest*, Editions Golias, 2001, p. 37-49.
- « Les administrations déconcentrées en quête d'intermédiaires », dans A. Smith et O. Nay (dir.), *L'action transversale*, Paris, Economica, 2001, 19 p. (à paraître).
- « Réguler les incivilités. Les partenariats locaux » (en collab. avec J. Faget), dans F. Bailleau et C. Gorgeon (dir.), *Prévention et sécurité : vers un nouvel ordre social ?*, Paris, Editions de la DIV, 2000, p. 185-197.
- « Management et démocratie : l'action publique face à des exigences contradictoires » (en collab. avec Cédric Lefebvre), in Collectif, *Démocratie et management local*, Paris, Dalloz, 2001, 19 p. (à paraître).

Articles de revue

- « A propos de *Associations. Un nouvel âge de la participation ?* de M.Barthelémy », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 303-306.
- « Les chefs de projet et les recompositions de l'action publique », *Les Annales de la recherche urbaine*, 88, 2000, p. 6-17.
- « Le partenariat en représentations. Contribution à l'analyse des nouvelles politiques sociales territorialisées », *Politiques et management public*, 18 (3), 2000, p. 21-41.
- « De la difficile consolidation des leaderships urbains », *Sciences de la société* (« Leadership et arrangements territoriaux »), 53, mai 2001, p. 107-122.
- « La Commission, le vin et la réforme », *Politique européenne*, 5, septembre 2001, p. 68-84 (à paraître).

Enseignements

Université Montesquieu- Bordeaux IV (1995- 2000) :

- Séminaire de « Méthode » en Maîtrise de Science Politique (1998-2000).
- Enseignements de Droit Constitutionnel en 1^{er} cycle de droit (1995-1999).

Sociologies de l'exclusion et politiques urbaines (1997- 2001) :

- Participation à l'élaboration d'un module de formation et cours sur les approches historiques et sociologiques de « l'exclusion » (Formation qualifiante « Conseillers en insertion », DAFCO Montpellier, 1999 et 2001, 60 heures).
- Cours sur la « Politique de la ville » (Diplôme universitaire « Urbanisme et construction », Université Montpellier I, 1998 et 1999, 60 heures).